

M. Corbin: C'est vraiment une affirmation intelligente.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, le député ne cesse de parler. Voyons un peu le prix du bœuf. On l'achète de l'agriculteur entre 31 et 38c. la livre de bétail sur pied. Que paie le consommateur pour ce produit?

Une voix: Et pour les honoraires d'avocat?

M. Woolliams: Le prix d'un hamburger varie entre 65 et 75c. la livre. La livre de foie coûte entre 80 et 90c.; celle du rosbif, \$1.20 et plus; quant à la livre de bœuf à bouillir, elle coûte même plus cher et varie entre 90c. et \$1. Voilà ce dont nous parlons. Nous sommes préoccupés des prix de l'alimentation que le petit consommateur, celui dont le revenu est fixe, doit payer. Nous ne disons pas que l'agriculteur ou le producteur primaire sont suffisamment rétribués. Bien que la livre de foie coûte 90c. et plus, le prix du bœuf de choix sur pied au Canada varie entre 34c. et 38c. la livre, comme je l'ai vérifié aujourd'hui. Si l'on compare ce prix à celui du foie, du hachis ou du steak, on constate une grande différence. Voilà le problème.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, bon nombre de nos difficultés proviennent de la décision du gouvernement de laisser notre dollar flotter. Nous exportons beaucoup de produits agricoles et le gouvernement n'a pas, par cette mesure, atténué les difficultés des producteurs agricoles. Le dollar flottant réduit le revenu que tire le producteur de l'exportation de ses denrées. Pour la même raison, son grain et son bœuf lui rapportent moins. Et pourtant, le gouvernement n'a rien fait à ce propos.

Nous nous inquiétons également de la santé et du bien-être de nos citoyens âgés, de nos anciens combattants et d'autres secteurs de la population. Le gouvernement s'est tellement préoccupé de remédier à l'inflation, qu'il a créé le chômage. Des travailleurs ont perdu leurs emplois. L'inflation commencée sous ce gouvernement se perpétue. A part la hausse des prix qu'occasionne l'inflation, les contribuables doivent également verser des impôts élevés. Le député de Fraser Valley-Est a abordé ce sujet. Voyons un instant...

Une voix: Et les frais juridiques.

M. Woolliams: Voyons comment le gouvernement a dépensé notre argent. Pour l'exercice 1970-1971, il a prévu des dépenses de 13.182 milliards de dollars, par rapport à 11.921 milliards pour l'exercice 1969-1970, soit une augmentation de 1.260 milliard. L'augmentation des prévisions budgétaires des divers ministères se situe entre 23 et 38 p. 100. Les dépenses du gouvernement ont donc augmenté. Nous savons que M. Young a prévenu le cabinet que la cause véritable de l'inflation, sinon une cause majeure, était les dépenses excessives du gouvernement. Ces dépenses font monter les prix de revient et font augmenter le coût de la vie et, donc, le prix des denrées alimentaires que doit payer le consommateur. Voilà ce que nous devrions examiner en ce moment.

Voyons comment on dépense notre dollar d'impôt. Depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir, il a financé son activité au moyen de déficits. Aujourd'hui, sur chaque dollar perçu du contribuable canadien, 14 cents servent à payer l'intérêt sur la dette nationale; 13 cents sont consacrés à la défense; 7 cents aux transports et aux communications; quant à la santé et au bien-être, qui constitue le domaine le plus important des dépenses, le gouvernement y consacre 25 cents sur chaque dollar

qu'il perçoit. Ce qui préoccupe vraiment les Canadiens, c'est le coût élevé du gouvernement.

Une voix: Le député parle en tant que conservateur.

M. Woolliams: Oh, je ne sais pas. Attendons les élections. Je crois que lorsque celles-ci viendront, les députés s'apercevront que la population sait que l'ennemi numéro un qu'il leur faut éliminer du pouvoir est le premier ministre (M. Trudeau), et, avec lui, les marionnettes qui le suivent. C'est ce que décidera la population lorsqu'elle ira voter.

Une voix: La population ne choisira pas des pantins.

M. Woolliams: Les députés parlent de la vie chère et du prix élevé des denrées alimentaires. Examinons donc la politique du gouvernement à l'égard de l'industrie laitière, et voyons quel a été le résultat du genre de contingentement qu'il a imposé à cette industrie dans l'Ouest. Aujourd'hui, il y a pénurie de beurre. Nous en importons de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Voilà quelques-uns des problèmes. Non seulement le gouvernement a-t-il forcé des producteurs à abandonner l'industrie laitière, mais il a augmenté le prix du beurre et d'autres produits laitiers pour le consommateur. Cela touche les gens dont j'ai parlé dans mon introduction. Telle est la réalité.

• (2120)

Le véritable ennemi du consommateur c'est la hausse des dépenses gouvernementales. Le gouvernement a gaspillé sa popularité. Voilà ce qui préoccupait le ministre de l'Agriculture, ce soir. Ce n'est pas du débat qu'il s'inquiétait, ni d'attraper une insolation lorsqu'il s'est rendu à Medicine Hat, la semaine dernière, et qu'il s'est rendu compte que tout allait assez bien. La préoccupation réelle, c'est l'enquête Gallup qui indique que les libéraux sont en perte de vitesse parce qu'ils n'ont résolu aucun de nos problèmes. Rien n'a été accompli en ce qui concerne le coût élevé des denrées alimentaires et celui de la vie.

Je veux maintenant passer à un autre sujet. Le député de Fraser Valley-Est a parlé des prix des transports. Depuis que le gouvernement libéral a modifié la loi sur les chemins de fer et créé la nouvelle Commission des transports qui a permis aux chemins de fer d'augmenter le tarif-marchandises de l'Est à l'Ouest du Canada et de l'Est aux Maritimes et vice versa, sauf dans le cas de Crows Nest Pass, le coût de la vie a monté en flèche dans tous les domaines.

L'ex-ministre des Transports, l'honorable Jack Pickersgill, n'a rien fait pour arrêter cette augmentation, et le cabinet libéral n'a rien fait pour empêcher que le tarif-marchandises ne défavorise injustement l'Ouest et les Maritimes. On a dit que ce qui tient le Canada ensemble, c'est son réseau de transport. C'est une des pierres angulaires de la Confédération que le gouvernement actuel a grignotée au point que toute la question du tarif-marchandises est dans un état chaotique, irréparable. On peut imputer cet état de choses à M. Pickersgill qui s'est nommé tsar des transports, tandis que le tarif-marchandises s'est accru de 40 à 60 p. 100 sur certaines marchandises en provenance de l'Ouest à destination de l'Est, et inversement.

Le gouvernement devrait s'occuper de juguler l'inflation, mais il n'en a rien fait. Le cabinet ne veut pas donner le ton dans ce domaine et la Commission des transports n'a rien fait d'autre que de permettre aux tarifs-marchandises de monter en flèche. C'est un des éléments qui a influé sur le coût des produits alimentaires et sur le coût de la vie pour tous les Canadiens.